



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et des Transports d'Île-de-France**

Marché public de prestations intellectuelles passé au terme d'une procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF), représentée par Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Objet du marché

REALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET
REDACTION DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL CONCERNANT LE PLAN DE GESTION DES
POISSONS MIGRATEURS DU BASSIN SEINE-NORMANDIE (PLAGEPOMI) 2028-2033

SOMMAIRE DU CCTP

1- OBJET DU MARCHE	3
2- ELEMENTS DE CONTEXTE.....	3
2.1. La gestion des poissons migrateurs amphihalins.....	3
▪ Contexte général	3
▪ Le PLAGEPOMI	3
2.2. La procédure d'évaluation environnementale	4
3- CONTENU DETAILLE DE LA MISSION.....	5
3.1. Objectifs et enjeux de la mission.....	5
3.2. Méthode et mission du prestataire	5
▪ L'évaluation environnementale	5
▪ Le conseil au maître d'ouvrage.....	5
▪ Le rapport environnemental.....	5
4- GOUVERNANCE DE L'ÉTUDE, RÉUNIONS ET LIVRABLES	9
4.1. Gouvernance	9
4.2 Participation du prestataire aux réunions	10
4.3. Livrables.....	10
4.4. Publicité	11
5. COÛT FINANCIER ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ETUDE.....	11
5.1. Coût financier de l'étude	11
5.2. Responsabilité environnementale	11
6. CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE RÉVISION DU PLAGEPOMI	11
Calendrier global de révision du PLAGEPOMI.....	11
Calendrier de réalisation de l'évaluation environnementale	12
Annexe 1 : Éléments de cadrage juridique (non exhaustif).....	13
Annexe 2 : Documents et données disponibles auprès du maitre d'ouvrage	14

1- OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour l'objet l'évaluation environnementale du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie (PLAGEPOMI) 2028-2033, qui comprend :

1. L'analyse du processus d'élaboration du plan et le conseil au maître d'ouvrage pour l'élaboration des mesures du plan au regard de cette analyse
2. L'élaboration et la rédaction du rapport environnemental et de son résumé non technique, rendant compte de la démarche d'évaluation environnementale (contenu encadré par l'article R.122-20 du code de l'environnement)

Compte tenu des contraintes de calendrier, la mission durera 10 mois. Elle démarrera en janvier 2026 et le rapport environnemental devra être livré pour le 30 octobre 2026. Le projet de PLAGEPOMI et son évaluation environnementale seront ensuite soumis à l'avis de l'autorité environnementale (janvier 2027) puis à la consultation du public (mai-juin 2027).

2- ELEMENTS DE CONTEXTE

2.1. La gestion des poissons migrateurs amphihalins

▪ Contexte général

Les poissons migrateurs amphihalins vivent alternativement entre les milieux marins et les eaux douces au cours de leur cycle de vie. Ils font l'objet d'une attention particulière en raison de leur place dans les écosystèmes. De par leurs exigences écologiques, la présence de ces espèces dans les cours d'eau constitue un bon indicateur de la qualité des milieux aquatiques. Les grands migrateurs sont également des ressources importantes pour la pêche professionnelle et de loisir. Ils ont aussi une valeur importante pour les territoires, en termes de tourisme halieutique et d'éducation à l'environnement.

La situation de la plupart de ces espèces migratrices est préoccupante, notamment en raison des diverses pressions anthropiques.

Afin de définir une stratégie de gestion adaptée et concertée des poissons migrateurs amphihalins, le code de l'environnement ([article R. 436-45](#)) prévoit la réalisation de plans de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI). Sept espèces sont en particulier concernées : le saumon atlantique, la grande alose, l'alose feinte, la lamproie marine, la lamproie fluviatile, l'anguille européenne et la truite de mer.

▪ Le PLAGEPOMI

Établi à l'échelle du bassin versant, le PLAGEPOMI a une durée de 6 ans et est élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (COGEPOMI). Il est arrêté par le préfet coordonnateur du bassin, sur proposition du COGEPOMI, après concertation avec les principaux usagers de l'eau ([article R.436-46](#) du code l'environnement).

Le COGEPOMI est l'instance de concertation réunissant l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des poissons migrateurs amphihalins. Il est présidé par le préfet coordonnateur de bassin. Son secrétariat technique est assuré par la DRIEAT. Les missions du COGEPOMI sont définies par les [articles R.436-47 à R.436-54](#) et portent notamment sur l'élaboration, le suivi et la révision du PLAGEPOMI.

Le PLAGEPOMI constitue le document de référence en matière de gestion des poissons migrateurs amphihalins à l'échelle du bassin. Son contenu est défini par l'[article R. 436-45](#). Il émet des orientations et des recommandations en vue de permettre une gestion des milieux et des activités humaines compatibles avec la sauvegarde des poissons migrateurs. Il détermine notamment :

- les mesures utiles à la reproduction, au développement, à la conservation et à la circulation des poissons migrateurs ;
- les conditions et modalités de la limitation éventuelle des pêches, qui peuvent être adaptées en fonction des caractéristiques propres à la pêche professionnelle et à la pêche de loisir.

Les actions du PLAGEPOMI s'articulent avec d'autres documents de planification établis à l'échelle du bassin ou de la façade maritime (cf. annexe 1).

Pour le bassin Seine-Normandie, le [PLAGEPOMI 2022-2027](#) a été arrêté par le préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie le 21 décembre 2021. Il s'articule en 5 axes :

- Reconquérir les axes de migration
- Assurer le suivi des populations et le développement des connaissances sur les différentes espèces
- Encadrer la pêche pour assurer la pérennité des populations de migrateurs
- Protéger et restaurer les habitats de reproduction, de transit et de croissance
- Accompagner la mise en œuvre du plan

Le PLAGEPOMI Seine-Normandie doit être révisé pour le prochain cycle 2028-2033. Il succédera aux précédents PLAGEPOMI mis en œuvre sur le bassin Seine-Normandie depuis 1995. L'élaboration du PLAGEPOMI 2028-2033 s'appuiera sur le bilan à mi-parcours du PLAGEPOMI 2022-2027, qui a été adopté par le COGEPOMI en juin 2025.

Les travaux techniques de révision débuteront en septembre 2025 par un atelier participatif avec le COGEPOMI, puis ils s'échelonneront jusqu'en juin 2026. La rédaction du plan sera mise en œuvre par le comité technique de rédaction du COGEPOMI, sous le pilotage et la coordination de la DRIEAT.

Jusqu'à présent, les PLAGEPOMI ne faisaient pas l'objet d'évaluation environnementale ni d'évaluation des incidences Natura 2000. La jurisprudence récente tend toutefois à inclure les PLAGEPOMI dans les plans nécessitant une évaluation environnementale au titre de [l'article L.122-4](#) du code de l'environnement (incluant l'évaluation des incidences Natura 2000). La DRIEAT a donc décidé d'engager la réalisation d'une évaluation environnementale pour la révision du PLAGEPOMI sur le cycle 2028-2033.

La révision du PLAGEPOMI doit suivre la procédure d'évaluation environnementale des plans et programmes, ainsi que la procédure de participation du public par voie électronique ([articles L.123-19](#) et [R.123-46-1](#) du code de l'environnement).

2.2. La procédure d'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale est une **procédure itérative** qui vise à prendre en compte les enjeux environnementaux dans l'élaboration du plan et à apprécier et corriger les incidences du plan sur l'environnement, le plus possible en amont avant son adoption. Elle est **proportionnée** à l'importance du plan, aux effets de sa mise en œuvre et aux enjeux environnementaux de son périmètre d'action.

Elle comprend plusieurs étapes :

- l'élaboration d'un rapport environnemental sur le projet de plan, rendant compte de la démarche d'évaluation environnementale et de l'analyse des incidences environnementales du projet de plan ;
- la saisine de l'autorité environnementale pour avis sur ce rapport et le projet de plan ;
- la consultation du public sur le projet du plan accompagné du rapport environnemental et de l'avis de l'autorité environnementale ;
- la déclaration environnementale qui informe sur les choix finalement opérés concernant le plan et sur la manière dont il a été tenu compte du rapport environnemental, de l'avis de l'autorité environnementale et de la consultation du public ;
- le suivi des incidences sur l'environnement de la mise en œuvre du plan évalué.

L'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) est l'autorité environnementale compétente qui sera consultée pour donner un avis sur l'évaluation environnementale du PLAGEPOMI du bassin Seine-Normandie 2028-2033.

L'autorité environnementale formulera un avis sur la base du projet de PLAGEPOMI et d'un rapport d'évaluation environnementale, objet du présent marché. L'avis est, dès sa signature, mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale et transmis à la personne publique responsable de l'élaboration du PLAGEPOMI. Cet avis est simple, il n'y a pas d'obligation de le suivre ; cependant l'avis étant public, c'est-à-dire joint au dossier soumis à la participation du public, les choix qui seront arrêtés au travers du PLAGEPOMI devront être bien justifiés (notamment dans la déclaration environnementale qui accompagnera l'arrêté préfectoral).

3.1. Objectifs et enjeux de la mission

Les principaux objectifs de la mission sont :

- d'éclairer et d'expliquer du point de vue environnemental les enjeux et les choix du projet de plan ;
- d'évaluer ses conséquences et effets prévisibles à court et moyen termes sur l'environnement ;
- de proposer des améliorations des mesures du plan afin de minimiser leurs incidences environnementales et d'aboutir au plan le moins dommageable pour l'environnement ;
- d'éclairer l'autorité chargée de donner son avis sur le plan (IGEDD) sur le processus d'élaboration du plan ainsi que sur l'efficacité et les limites du plan par le biais du rapport sur l'évaluation environnementale ;
- de contribuer à une information claire et pédagogique du public sur le plan et ses enjeux, notamment par le biais du résumé non technique de l'évaluation environnementale.

La mission consiste, durant l'élaboration du PLAGEPOMI 2028-2033, à réaliser l'évaluation environnementale, à conseiller le maître d'ouvrage pour améliorer la prise en compte de l'environnement par le plan, et à rédiger le rapport environnemental (dont le contenu est détaillé ci-après).

3.2. Méthode et mission du prestataire

La méthode adoptée par le prestataire doit répondre aux « [Préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique - note méthodologique](#) » (CGDD, CEREMA - Mai 2015).

Des documents utiles à l'analyse sont mis à disposition par le maître d'ouvrage en début et en cours d'étude (cf. annexe 2).

Le prestataire est invité à adhérer à la [charte d'engagement des bureaux d'étude dans le domaine de l'évaluation environnemental](#) (MTE - Mars 2022).

▪ L'évaluation environnementale

Le prestataire a la charge d'évaluer les incidences environnementales des mesures du projet de PLAGEPOMI, parallèlement à l'élaboration et à la rédaction du contenu du projet de PLAGEPOMI par le COTECH de rédaction.

L'évaluation ne doit pas être réalisée « en chambre », mais au contraire interagir « chemin faisant » avec l'élaboration du PLAGEPOMI, afin de corriger d'éventuelles incidences environnementales négatives identifiées. Ce processus itératif doit permettre d'aboutir à un projet optimisé vis-à-vis du contexte environnemental, social et économique.

Afin d'assurer l'interactivité inhérente au processus d'évaluation environnementale, le prestataire doit participer à plusieurs réunions de travail du comité technique de rédaction, chargé d'élaborer le PLAGEPOMI (cf. point 4.2 du présent document).

▪ Le conseil au maître d'ouvrage

Le projet de PLAGEPOMI est mis à disposition du prestataire au fur et à mesure de l'avancée de la rédaction, afin de permettre au prestataire de réaliser l'évaluation environnementale dès les premières phases d'élaboration du plan. En fonction des résultats de ses analyses, le prestataire conseille le maître d'ouvrage en proposant des ajustements rédactionnels ou des mesures complémentaires pour éviter ou réduire les effets négatifs. Il contribue ainsi au processus itératif d'amélioration du plan.

▪ Le rapport environnemental

Le prestataire doit rédiger le rapport sur les incidences environnementales à destination de l'IGEDD. Le contenu du rapport doit être conforme aux dispositions de [l'article R.122-20](#) du code de l'environnement, et tient compte des éléments de cadrage complémentaires exposés ci-dessous. Il rend compte de la démarche d'évaluation environnementale mise en œuvre tout au long de l'élaboration du plan, et montre

comment ce processus a permis d'aboutir à un projet de plan le plus optimal possible au regard des différents enjeux.

Le livrable à remettre au maître d'ouvrage à l'issue de la mission (30 octobre 2026), comprend le rapport environnemental, composé des éléments décrits ci-dessous, ainsi qu'un document séparé et autoportant présentant le résumé non technique (RNT) du rapport environnemental. Le RNT doit être pédagogique, synthétique et clair sur la forme et le fond, de telle sorte qu'un lecteur non spécialiste ayant pris connaissance du RNT puisse se forger une idée claire du plan, de ses enjeux et de ses incidences.

Un rapport environnemental intermédiaire est transmis par le prestataire la DRIEAT pour le 01 juillet 2026.

Le rapport environnemental et son résumé non technique présentent les informations suivantes :

Contenu n°1 : « Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale »

Le rapport environnemental étant un document indépendant du PLAGEPOMI, il est utile de rappeler en introduction le contexte (notamment réglementaire), les objectifs et le contenu du plan. Il convient néanmoins d'éviter trop de redondances avec les chapitres introductifs du PLAGEPOMI.

La principale plus-value attendue de cette partie est l'analyse de la cohérence externe du PLAGEPOMI. Il s'agit d'analyser comment le PLAGEPOMI s'articule avec les autres documents de planification, en distinguant ceux que le PLAGEPOMI doit prendre en considération, et ceux qui doivent prendre en considération le PLAGEPOMI. Cette analyse vise à apprécier la portée du PLAGEPOMI ainsi que l'effet de levier d'autres plans plus prescriptifs pour appuyer la mise en œuvre des dispositions du PLAGEPOMI.

La liste des documents à prendre en compte étant assez large, une sélection est à opérer. Il est attendu *a minima* une analyse de l'articulation avec : le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) Seine-Normandie, le document stratégique de façade Manche Est - mer du Nord (DSF) incluant le plan d'action pour le milieu marin (PAMM), les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), les schémas régionaux d'aménagement et du développement du territoire (SRADDET), le schéma régional de cohérence écologique d'Ile-de-France (SRCE) (les autres sont intégrés au SRADDET), le plan national migrateurs amphihalins (PNMA), la stratégie nationale de gestion des poissons migrateurs (STRANAPOMI), le plan de gestion français du saumon atlantique, le plan national de gestion anguille (PGA) et sa déclinaison en Seine-Normandie, la stratégie nationale biodiversité (SNB), la stratégie nationale aires protégées (SNAP).

L'articulation avec les PLAGEPOMI des bassins limitrophes est également à analyser.

Cette analyse de la cohérence externe du PLAGEPOMI permet de proposer si besoin des mesures correctives au COTECH de rédaction, chargé de la révision du PLAGEPOMI ; elle est aussi l'occasion de collecter des données utiles pour compléter la description de l'état initial (§ 2).

Le titulaire explicite dans son offre les critères de sélection des documents les plus pertinents à analyser en termes d'articulation et critique au besoin la liste proposée ci-dessus ; il en précise les modalités d'analyse et le temps consacré.

Contenu n°2 : « Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appuiera le plan et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan. Lorsque l'échelle du plan le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés. »

Ce contenu est fourni par la DRIEAT au prestataire lors du démarrage de la mission (janvier 2026), et correspond à l'état initial élaboré pour l'évaluation environnementale du SDAGE et du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie 2028-2033. Cet état initial est en effet mutualisable avec le PLAGEPOMI Seine-Normandie, s'agissant de documents de planification portant sur le même territoire, sur le même cycle temporel et avec des enjeux environnementaux proches.

Le prestataire part de cet existant et apporte au besoin des compléments sur les thématiques environnementales pertinentes et spécifiques du PLAGEPOMI, à partir de données bibliographiques et/ou d'entretiens avec les services ou organismes experts. À titre indicatif, les thématiques à enrichir

peuvent être : la biodiversité (dont l'état des populations de poissons migrateurs amphihalins) ; les habitats et milieux naturels (notamment aquatiques, humides, annexes hydrauliques, littoraux) ; les sites Natura 2000, en particulier ceux désignés pour la protection des poissons migrateurs amphihalins (y compris sur la partie maritime du littoral normand) ; les continuités écologiques (notamment les obstacles à la continuité des cours d'eau) ; le paysage et le patrimoine bâti et archéologique aux abords et sur les cours d'eau ; l'énergie (hydroélectricité) ; le changement climatique (projections climatiques et effets sur les milieux aquatiques). Cette liste n'est pas exhaustive, le prestataire détermine les enjeux pertinents à approfondir.

Les enjeux environnementaux globaux et territoriaux sont distingués, et pour ces derniers, les zonages réglementaires existants sont rappelés et intégrés sous forme de cartes lorsque cela est pertinent. Ces cartes seront lisibles.

L'état initial doit se conclure par une hiérarchisation des enjeux environnementaux (par exemple sous forme de tableau), au regard de leur importance pour la protection et la conservation des poissons migrateurs. L'objectif est que l'état initial du PLAGEPOMI soit clair, proportionné et adapté aux enjeux spécifiques du PLAGEPOMI. Il doit également être cohérent avec les éléments du bilan à mi-parcours du PLAGEPOMI 2022-2027.

L'état initial de l'environnement consolidé pour le PLAGEPOMI doit être fourni par le prestataire au maître d'ouvrage pour le 1^{er} mars 2026. Il sera présenté par le prestataire au COTECH de rédaction du PLAGEPOMI.

Le titulaire précise dans son offre les enjeux environnementaux qu'il estime utile d'analyser pour compléter et enrichir l'état initial qui lui sera fourni. Il indique également les critères de hiérarchisation des enjeux environnementaux.

Contenu n°3 : « Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° »

Cette partie reprend de manière différenciée, les alternatives non retenues au cours de l'élaboration du PLAGEPOMI, en présentant leurs motivations, leurs intérêts et leurs inconvénients environnementaux éventuels. Elle permet d'assurer une traçabilité pour le public des différentes étapes et formes d'association des acteurs qui ont conduit aux choix retenus. Elle permet également de justifier des choix faits en fonction du cadre réglementaire.

Contenu n°4 : « L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement »

Les deux contenus n°3 et n°4 peuvent être au besoin fusionnés en une seule partie du rapport.

Sans préjuger des conclusions du rapport, le PLAGEPOMI étant un plan à visée environnementale, ses mesures génèrent *a priori* peu d'incidences négatives significatives. L'enjeu est donc avant tout de rendre compte de manière factuelle du dimensionnement de l'ambition environnementale du PLAGEPOMI : la recherche d'un équilibre entre ambition maximale et contraintes socioéconomiques pourra être restituée via le processus de concertation et de décision. C'est aussi l'occasion de rappeler le contexte réglementaire des engagements internationaux, européens et nationaux pris par la France (directive cadre sur l'eau, règlement restauration de la nature, plan de gestion anguille, plan de gestion saumon, etc.).

Les solutions d'amélioration proposées au cours du processus d'évaluation environnementale et intégrées au projet de PLAGEPOMI sont aussi mentionnées : amélioration de la cohérence (§.1) et atténuation des incidences négatives (§.6).

Contenu n° 5 : « L'exposé :

a) Des incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages. Les incidences notables probables sur l'environnement sont regardées en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces incidences. Elles prennent en compte les incidences cumulées du plan

avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;
b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 ».

Il s'agit d'analyser les incidences environnementales probables des dispositions du PLAGEPOMI sur les enjeux environnementaux les plus pertinents dégagés au §.2.

La nature (négative, neutre, positive) et l'intensité de ces incidences sont caractérisées de manière argumentée. Il est conseillé de prendre en compte au mieux : les effets cumulatifs (de plusieurs dispositions sur un même enjeu environnemental, de plusieurs enjeux sur une même disposition, du PLAGEPOMI avec d'autres plans), leur horizon temporel (court, moyen ou long terme), leur durabilité et leur réversibilité (temporaires, permanents, s'atténuant, s'accroissant, ...) et leur localisation.

Les éventuelles incidences négatives font l'objet d'une analyse plus approfondie que les autres afin d'en apprécier au mieux l'intensité.

L'évaluation des incidences Natura 2000 est à réaliser de manière spécifique dans une partie dédiée de l'analyse des incidences environnementales du plan. [L'article R. 414-23](#) du code de l'environnement précise le contenu de l'évaluation d'incidences Natura 2000. Le bureau d'étude se réfère à la [Note de l'Autorité environnementale sur les évaluations des incidences Natura 2000 du 16 mars 2016](#), afin d'appliquer les recommandations relatives aux plans et programmes.

Dans le cas du PLAGEPOMI, c'est une analyse proportionnée aux enjeux du plan qui est attendue. Il s'agit en particulier de proposer une typologie des sites Natura 2000 du bassin, qui permette d'analyser globalement les éventuels effets des mesures et actions du PLAGEPOMI sur l'état de conservation des sites. Une conclusion explicite par type de site est à formuler.

Pour les sites Natura 2000 concernés par la présence ou désignés pour la conservation d'une ou plusieurs espèces de poissons migrateurs amphihalins (grande alose, alose feinte, lamproie marine, lamproie fluviatile, saumon atlantique, truite de mer, anguille européenne)¹, une analyse plus approfondie est attendue, site par site. L'analyse est réalisée à partir du document d'objectifs (DOCOB) de chaque site et, lorsqu'elle existe, de [l'analyse de risque pêche](#) (ARP) du site. Quelques sites d'intérêt majeur pour les poissons migrateurs amphihalins peuvent faire l'objet d'un examen plus détaillé en tant que de besoin.

L'analyse fine de l'impact des éventuelles actions locales sur les sites concernés n'est pas à mener, puisqu'elle sera effectuée dans le cadre des études d'incidence ad hoc par projet.

Le titulaire expose dans son offre la méthode envisagée pour évaluer les incidences environnementales du plan. Il détaille de manière spécifique les modalités de l'analyse des incidences Natura 2000, ainsi qu'une ébauche de grille pour l'évaluation des incidences Natura 2000.

Contenu n° 6 : « La présentation successive des mesures prises pour :

- a) Éviter les incidences négatives du plan sur l'environnement et la santé humaine ;
 - b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a) ci-dessus n'ayant pu être évitées ;
 - c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évitées ni suffisamment réduites. S'il n'est pas possible de compenser ces incidences, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.
- Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

À partir des incidences négatives éventuellement identifiées et en recoupement des contraintes (réglementaires en particulier) pouvant exister à leur sujet, il s'agit de proposer en priorité des mesures d'évitement, puis de réduction et en dernier recours de compensation. Des mesures de type amélioration de la connaissance des incidences incertaines peuvent aussi être proposées. Ces mesures, les plus opérationnelles possibles, sont destinées à être mises en discussion avec le COTECH de rédaction (cf. article 4 de ce document).

Les mesures correctrices sont synthétisées dans un tableau par type de mesures (évitement - réduction - compensation).

¹ La truite de mer et l'anguille européenne ne font pas partie des espèces d'intérêt communautaire inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE « Habitats, faune, flore ». Néanmoins, elles peuvent être listées dans les DOCOB au titre des autres espèces importantes du site (ex. site Natura 2000 FR2500113 Bassin de l'Airou). **Elles doivent donc être intégrées à ce titre à l'analyse des incidences Natura 2000.**

Contenu n°7 : « La présentation des critères, indicateurs et modalités - y compris les échéances – retenus :

- a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, la correcte appréciation des incidences défavorables identifiées au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6° ;
- b) Pour identifier, après l'adoption du plan, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ».

Le dispositif de suivi prévu par le PLAGEPOMI, basé sur des indicateurs à rapporter à échéance précise pour chaque action, permet d'évaluer son efficacité vis-à-vis des politiques qu'il porte. Ce dispositif est déjà prévu et intégré dans le processus d'élaboration du document.

Il s'agit ici de proposer un suivi complémentaire des éventuelles incidences négatives du PLAGEPOMI concernant les enjeux environnementaux prioritaires autres que l'eau. Ces indicateurs complémentaires doivent rester en nombre très limité, être pleinement justifiés et opérationnels (tenir compte de la faisabilité du suivi). Les modalités pratiques de collecte et d'analyse de ces indicateurs complémentaires sont précisées. Au besoin, le rapport précise si d'autres dispositifs de suivi pour d'autres planifications peuvent apporter des informations utiles sur les thématiques.

Contenu n°8 : « Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ».

Cette partie explique comment l'évaluation environnementale a été réalisée : les différentes méthodes utilisées (analyse des données, intégration de l'étude au processus d'élaboration du PLAGEPOMI, instances de travail et de concertation, etc.) sont exposées succinctement et au besoin justifiées. Les difficultés rencontrées et les réponses méthodologiques apportées, les limites d'exercice et les incertitudes restantes sont également mentionnées.

Cette présentation des méthodes utilisées participe à la transparence de l'évaluation et permet au public comme à l'autorité environnementale de juger de l'adéquation des moyens et compétences mis en œuvre pour mener à bien l'évaluation environnementale.

Contenu n°9 : « Le cas échéant, l'avis émis par l'Etat membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L.122-9 du code de l'environnement ».

Le bassin Seine-Normandie n'est pas un district international. Il n'est pas prévu d'échange avec d'autres États membres.

4- GOUVERNANCE DE L'ÉTUDE, RÉUNIONS ET LIVRABLES

4.1. Gouvernance

La gestion des poissons migrateurs sur le bassin Seine-Normandie est mise en œuvre au sein du COGEPOMI. Le suivi technique du PLAGEPOMI est réalisé par le comité technique du COGEPOMI (COTECH du COGEPOMI). Ce COTECH, coordonné par la DRIEAT Ile-de-France, est composé de membres du COGEPOMI dont plusieurs opérateurs et services de l'État (DRIEAT, DREAL Normandie, DIRM Manche Est - mer du Nord, Office français de la biodiversité, Agence de l'eau), ainsi que l'association migrants du bassin, SEINORMIGR. Le COTECH du COGEPOMI élabore annuellement un tableau de suivi des actions du PLAGEPOMI, et rédige le bilan à mi-parcours du PLAGEPOMI.

Pour le cycle 2028-2033, l'élaboration et la rédaction du PLAGEPOMI est confiée aux membres du COTECH du COGEPOMI, réunis dans une formation dédiée élargie dénommée « COTECH de rédaction ». Ses membres sont ceux du COTECH du COGEPOMI, auxquels s'ajoutent un représentant de l'Union de bassin des fédérations de pêche en eau douce et un représentant des pêcheurs maritimes professionnels de Normandie. Le COTECH de rédaction rendra compte au COGEPOMI de l'avancement de la rédaction du PLAGEPOMI 2028-2033 et de son évaluation environnementale, et soumettra à l'avis du COGEPOMI le projet final de PLAGEPOMI 2028-2033.

L'évaluation environnementale du PLAGEPOMI 2028-2033 est suivie en première ligne par la DRIEAT Ile-de-France, qui est le maître d'ouvrage. Elle est également suivie, en seconde ligne, par le COTECH

de rédaction. La DRIEAT et le COTECH assurent le suivi de la bonne exécution de la prestation et la validation des choix et propositions du prestataire ainsi que des livrables.

4.2 Participation du prestataire aux réunions

Le prestataire doit prévoir, dans son offre, la participation à plusieurs réunions listées ci-après.

Il est attendu une participation active du prestataire, qui doit selon les échéances et l'objet des réunions, présenter l'avancement de son travail, proposer des ajustements des mesures et actions du projet de PLAGEPOMI, mais aussi consigner les choix opérés et leurs justifications pour en rendre compte dans le rapport environnemental. Le prestataire est en charge de la réalisation de ses supports de présentation et des comptes-rendus des réunions auxquelles il participe, qui seront validés par la DRIEAT avant leur diffusion.

Pour les réunions relatives à l'élaboration du PLAGEPOMI auxquelles il ne participe pas (y compris celles ayant eu lieu avant le début de la prestation), il prend connaissance des comptes-rendus et intègre ces données dans son évaluation environnementale.

Les réunions auxquelles le prestataire doit participer sont les suivantes :

- une réunion de démarrage, en **présentiel** et en bilatéral avec la DRIEAT (janvier 2026), pour présenter la méthode de travail et les conditions d'exécution de la mission
- une réunion avec le COTECH de rédaction, en **visioconférence**, au cours de laquelle le prestataire présentera l'état initial de l'environnement enrichi (février 2026)
- deux réunions intermédiaires avec le COTECH de rédaction, en **visioconférence**, au cours desquelles le prestataire présentera l'avancement de l'évaluation environnementale et proposera au besoin des ajustements des mesures et actions inscrites dans le projet de PLAGEPOMI (mars-mai 2026)
- une réunion de finalisation du rapport environnemental, en **présentiel** avec la DRIEAT accompagnée éventuellement du COTECH de rédaction (septembre 2026)
- une réunion de présentation de l'évaluation environnementale au COGEPOMI, en **visioconférence** (octobre-novembre 2026)

Des points d'avancement téléphoniques et par courriel sont réalisés régulièrement avec la DRIEAT. En fonction des besoins, ils peuvent prendre la forme de points « flash » bimensuel, d'une trentaine de minutes, programmés à date fixe au démarrage de la mission.

4.3. Livrables

Le prestataire remet les documents suivants (les délais mentionnés entre parenthèses sont basés sur une date de notification de l'ordre de service au 1^{er} janvier 2026 - cf. diagramme de Gantt au point 6 de ce document) :

- l'état initial de l'environnement consolidé pour le PLAGEPOMI, sous la forme d'un fichier numérique Word, à remettre 2 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service au vu de l'article 1-2 du CCAP-AE (début mars 2026) ;
- le projet intermédiaire de rapport d'évaluation environnementale, sous la forme d'un fichier numérique Word, à remettre 6 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service au vu de l'article 1-2 du CCAP-AE (début juillet 2026) ;
- la version définitive du rapport d'évaluation environnementale et de son résumé non technique, à fournir sous la forme de fichiers numériques Word et PDF, à remettre 10 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service au vu de l'article 1-2 du CCAP-AE (fin octobre 2026) ;
- une présentation de type diaporama au format PowerPoint, accompagnant le rapport d'évaluation environnementale, à remettre 10 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service au vu de l'article 1-2 du CCAP-AE (fin octobre 2026) ;
- les fichiers cartographiques réalisés pour le rapport, à fournir sous la forme de fichiers QGIS et JPEG, à remettre 10 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service au vu de l'article 1-2 du CCAP-AE (fin octobre 2026).

Chaque livrable remis sous la forme d'un fichier numérique devra permettre d'identifier les différentes versions du document. Le prestataire veille à ce que les versions PDF permettent de faire des extractions de textes. Tous les documents en version numérique doivent être mis à disposition sur une plateforme dédiée.

4.4. Publicité

Le rapport et le résumé non technique doivent comporter le logo de la DRIEAT Ile-de-France. Ils seront publiés et mis à disposition du public sur le site internet de la DRIEAT.

5. COÛT FINANCIER ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ETUDE

5.1. Coût financier de l'étude

Le coût total de la mission ne pourra pas excéder un plafond de 50 000 € TTC.

Pour rappel, le volet « État initial de l'environnement » du rapport environnemental est communiqué par la DRIEAT au prestataire. Seuls quelques approfondissements de thématiques ciblées sont à réaliser par la prestataire pour ce volet. Par ailleurs, les réunions seront toutes organisées en visioconférence. Ces dispositions permettent de réduire les coûts de l'étude.

5.2. Responsabilité environnementale

Le PLAGEPOMI est un plan à vocation environnementale. Il est essentiel, en termes de cohérence et d'exemplarité, que le coût environnemental de la mission soit maîtrisé et réduit au maximum.

Plusieurs dispositions du marché contribuent à réduire l'empreinte carbone de la mission : réunions en visioconférence et travail d'analyse exclusivement bibliographique, ce qui limite les déplacements polluants ; livrables à fournir exclusivement au format numérique, ce qui limite l'usage de consommables.

Les outils d'intelligence artificielle génératives ont un impact environnemental élevé (émissions carbone, consommation électrique, d'eau, etc.). **Le recours aux IA est autorisé dans le cadre de la mission, mais il doit être réduit à un usage responsable et strictement limité à une sélection de tâches pertinentes.**

Le prestataire peut mettre en avant dans son offre toutes autres démarches ou engagements de sa part à vocation environnementale.

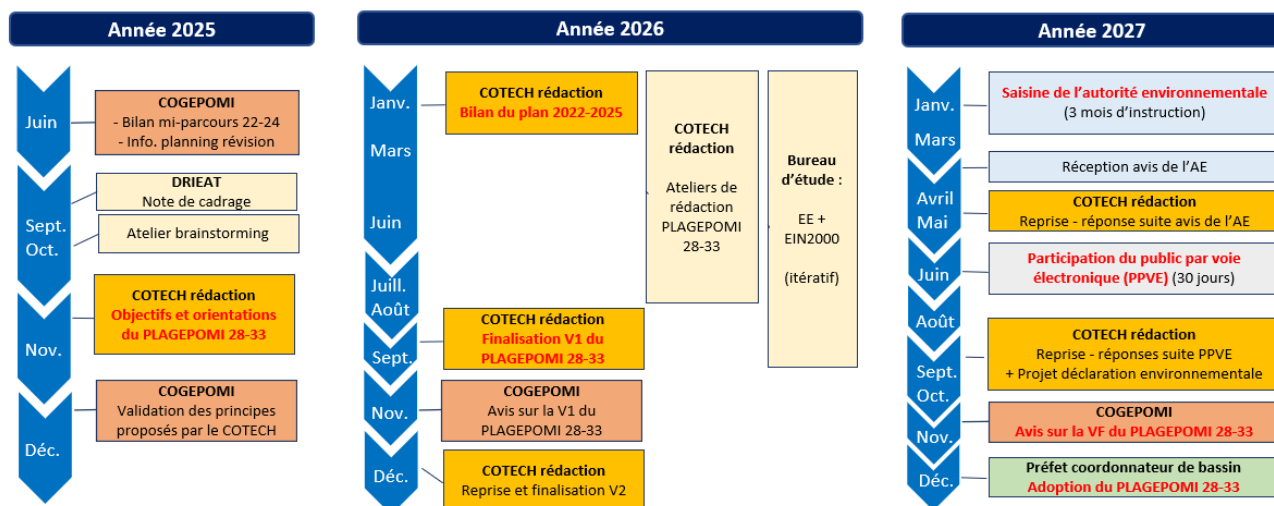
Le prestataire doit indiquer, dans son offre, s'il recourt à des outils d'IA. Dans l'affirmative, il liste les tâches concernées, justifie la plus-value du recours à l'IA pour ces tâches, et fournit une évaluation du bilan carbone de l'utilisation de l'IA pour la mission.

6. CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE RÉVISION DU PLAGEPOMI

Les schémas suivants présentent le calendrier global de révision du PLAGEPOMI ainsi que le calendrier de réalisation de l'étude objet du présent marché (cf. également §4.3).

Calendrier global de révision du PLAGEPOMI

Calendrier prévisionnel de révision du PLAGEPOMI Seine-Normandie 2028-2033



Calendrier de réalisation de l'évaluation environnementale

	ANNEE 2026											
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.
BUREAU D'ETUDE												
Prise de connaissance, réception de l'état initial, recueil des données												
Transmission de l'état initial consolidé			01-mars									
Participation à l'élaboration du PLAGEPOMI, conseils au maître d'ouvrage et intégration des considérations environnementales à chaque étape de l'élaboration du PLAGEPOMI												
Réalisation du rapport environnemental												
Transmission du projet intermédiaire de rapport environnemental							01-juil					
Transmission du rapport environnemental et du résumé non technique finaux										30-oct		

Évaluation environnementale

- [Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001](#), relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, transposée en droit français par l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004
- [Décret n°2012-616 du 2 mai 2012](#) relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement
- [Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016](#) relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes
- [Articles L.122-4 à 11](#), [L.414-4](#), [R.122-17 à 24](#), [R.414-23](#) du code de l'environnement

PLAGEPOMI et gestion des poissons migrateurs

- [Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000](#), établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004
- [Directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008](#), établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin, transposée en droit français par le décret du n°2011-492 du 5 mai 2011 relatif au plan d'action pour le milieu marin (PAMM)
- [Règlement \(CE\) 1100/2007 du Conseil du 18 septembre 2007](#) instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes
- [Articles R.436-44 à R.436-68](#) du code de l'environnement
- [Stratégie nationale de gestion des poissons migrateurs](#) (STRANAPOMI) de 2010
- [Plan national en faveur des migrateurs amphihalins](#) (PNMA) de 2022
- [Plan de gestion français du saumon atlantique](#) 2019-2024
- [Plan national de gestion anguille](#) (PGA) de 2010, et sa déclinaison en [Seine-Normandie](#)

Articulation du PLAGEPOMI avec les principaux autres documents de planification

Axes d'amélioration de la gestion des migrateurs	Eaux continentales	Limite de salure des eaux	Estuaire	Limite transversale de la mer	Eaux côtières	Mer
	PLAGEPOMI : recommandation					
Gestion des milieux	SDAGE : opposable					
					PAMM	
Gestion de la pêche	PLAGEPOMI : opposable				recommandations	
	SDAGE : recommandations					
					PAMM	

- SDAGE : [Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie 2022-2027](#). Il sera révisé pour le cycle 2028-2033.
- PAMM : Plan d'action milieux marins. Il correspond au volet opérationnel du document stratégique de façade ([DSF](#)) [Manche Est-mer du Nord](#), dont le plan d'action a été arrêté le 12 mai 2022.

Annexe 2 : Documents et données disponibles auprès du maître d'ouvrage

L'ensemble des documents et données détenus par le maître d'ouvrage sont disponibles au démarrage de l'étude et remis au prestataire sous format électronique.

Ils comprennent notamment (liste non exhaustive) :

- L'état initial de l'environnement sur le bassin Seine-Normandie, établi en 2025 dans le cadre de l'évaluation environnementale des projets de SDAGE et de PGRI Seine-Normandie 2028-2033
- Le PLAGEPOMI du bassin Seine-Normandie 2022-2027 et ses fichiers cartographiques (format QGIS)
- Le bilan à mi-parcours 2022-2024 du PLAGEPOMI Seine-Normandie 2022-2027, ainsi que les tableaux de suivi annuels 2022, 2023, 2025
- L'état des lieux 2025 du bassin Seine-Normandie, établi au titre de la DCE
- La liste des sites Natura 2000 directement dépendant de l'eau du bassin Seine-Normandie (registre des zones protégées du bassin Seine-Normandie, mis à jour en 2022)
- La liste des sites Natura 2000 désignés pour la conservation d'une espèce ou plusieurs espèces de poissons amphihalins inscrites à l'annexe II de la directive « Habitats »
- Les arrêtés préfectoraux de bassin encadrant la pêche des poissons migrateurs dans les eaux du bassin Seine-Normandie et dans les eaux maritimes de Normandie pour 2026-2027
- La liste et la carte des ouvrages à traiter prioritairement sur le bassin Seine-Normandie pour restaurer la continuité écologique, au titre du plan d'action pour une politique apaisée de la restauration de la continuité écologique (PAPARCE), ainsi que l'état d'avancement des mises en conformité de ces ouvrages au 31/12/2025